

Monsieur le Premier ministre,

La France consacre 5,7% de l'ensemble des dépenses de santé aux dépenses d'administration du système, ce chiffre nous situe juste derrière les Etats-Unis. Ce sont des moyens qui pourraient être affectés à la politique de soins.

En effet, aujourd'hui, près de 1000 médecins hospitaliers ont démissionné de leurs fonctions administratives, partout en France.

Ils sont chefs de service, responsables d'unité, membres de diverses structures de gestion, ils vous appellent au secours.

Vous qui faisiez de l'hôpital public votre sacerdoce, votre bilan est triste.

Monsieur le Premier ministre, après quatre plans successifs, d'annonces de budgets supplémentaires, comment expliquer votre impuissance à calmer la colère et le désarroi de notre personnel hospitalier ?

Les rangs des mécontents n'ont cessé de gonfler... la coupe était déjà pleine, désormais elle déborde.

Pour répondre à leurs angoisses, vous leur demandez du temps !

L'hôpital connaît depuis 9 mois une crise sans précédent, le temps est devenu un luxe que vous ne pouvez plus décemment leur demander.

Notre hôpital public se meurt et vous jouez au pompier pyromane.

Manque d'écoute, manque de considération, manque de moyens... les revendications sont claires et vous leur imposez encore 600 millions d'efforts en 2020...

Au-delà de ces considérations financières, c'est la santé des patients que vous mettez en péril.

Le Gouvernement doit trouver des solutions concrètes pour redresser nos comptes publics, mettre un terme à sa gestion comptable à la petite semaine et desserrer l'étau de l'austérité imposé à nos hôpitaux.

Quand allez-vous enfin ouvrir de réelles négociations ?